

COP26 rébellion décentralisée et thèmes d'action.

Introduction

C'est l'histoire qui a mené à la COP26. C'est une histoire de tromperie, de cupidité, de stupidité, d'échec et de cruauté. C'est la lettre de suicide de l'humanité. C'est aussi une chance de rédemption.

La première réunion de la COP a eu lieu en 1995. Depuis lors, il y a eu 25 réunions. Après près de 40 ans d'avertissements et 30 ans de négociations internationales sur le climat, les émissions de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles ont augmenté de plus de 50 % depuis 1990.

Ils sont encore en hausse.

En réalité, ils augmentent tellement qu'il est prédit qu'au lieu de 1,5 °C, nous sommes sur la voie d'une augmentation de 3,2 °C d'ici la fin du siècle. Le monde va devenir un endroit terrifiant et dangereux si nous atteignons 3,2°C. Il est maintenant évident que même le degré actuel de réchauffement mondial de 1.1°C n'est pas un niveau « sûr ». Pendant ce temps, les promesses d'aide envers les pays du Sud ont été rompues quand bien même en subissent les conséquences alors que le 'Nord mondial' continue de profiter d'un mode de vie riche en carbone qui repose sur un système de cupidité et d'exploitation.

Sur la route de la COP26, Extinction Rébellion s'est rebellée et a manifesté pendant la plus grande partie de l'année. Nous nous sommes rebellés contre l'argent qui finance le chaos climatique. Nous avons révélé les records de pollution des sponsors de la COP26. Nos actions ont formé une vague jusqu'au G7 où nous avons tiré la sonnette d'alarme sur '*l'éco blanchiment*' et montré comment de nouveaux modes de démocratie d'assemblée citoyenne pouvaient aider nos dirigeants à résoudre ces problèmes. Notre Rébellion Impossible à Londres a réalisé des choses impossibles. D'innombrables actions menées à travers le monde par XR et des groupes apparentés ont envoyé le message clair que nos dirigeants ne peuvent plus se dissimuler derrière leurs échecs.

Tandis même que nous nous rebellions, cet été a vu la sortie du rapport effrayant du GIEC sur le « code rouge pour l'humanité », une nouvelle saison catastrophique d'incendies de forêt, des inondations de l'Allemagne au Cameroun et des sécheresses apocalyptiques affectant des millions de personnes en Syrie, en Argentine et plus généralement dans le monde. La rapidité avec laquelle nos systèmes de survie s'effondrent a choqué jusqu'aux climatologues chevronnés.

Maintenant, enfin, nous arrivons à la COP26.

COP26 : une rébellion mondiale

Les principaux acteurs de la COP26, à la fois gouvernementaux et chefs d'entreprise, seront là pour s'assurer qu'il n'y ait pas de rupture du statu quo. Ils présenteront une fausse comptabilité, des blasons aux couleurs écologiques et de fausses politiques climatiques. Ils ne veulent pas changer un système qui profite à quelques-uns. Même si les défenseurs de la Terre sont tués, la nature et la faune sont détruites, des communautés entières et des

services écosystémiques sont sacrifiés. Ils ne voudront pas que nous les tenions pour responsables pendant que le monde regarde.

Nous devons nous rebeller pour faire la différence. Pourquoi? Parce que chaque 0,1 degré économisé et chaque once de justice gagnée pour ceux qui sont en première ligne du climat est une victoire qui sauvera des vies et réduira la souffrance.

Décentralisé : du local au global

Tout le monde ne peut pas se rendre à Glasgow. Les logements sont limités, la covid est toujours avec nous et l'apartheid vaccinal empêchera les rebelles mondiaux de se rendre en Écosse. Il y aura 10 000 policiers et Glasgow n'est pas si grande.

XR COP, en collaboration avec des voix écossaises et mondiales, recommande une rébellion décentralisée où les groupes locaux peuvent construire des actions et des manifestations sur les thèmes de la COP26 qui conviennent à leur situation. Notre rébellion ne se déroulera pas seulement dans les rues de Glasgow, mais à travers le monde en solidarité.

Vous pouvez organiser des discussions de crise dans votre village ou espace associatif local et inviter tout un chacun à venir parler de la crise et de notre système défaillant. Vous pouvez travailler avec des groupes de défense des droits des migrants pour protester auprès du ministère de l'Intérieur et des centres pour migrants afin de mettre en évidence le thème des réfugiés et des déplacements climatiques. Vous pouvez tracer à la craie des vagues bleues sur les murs des banques, des magasins, des bureaux indiquant jusqu'où le niveau de la mer montera, même si nous parvenons à maintenir un réchauffement de 1,5 degré. Vous pourriez perturber les cibles locales.

Vous n'êtes pas obligé de suivre tous les thèmes, mais nous avons une demande simple : faire entendre les voix marginalisées des communautés qui sont en première ligne de la crise climatique et écologique. Nous devons porter la voix de ceux qui ne seront pas représentés lors des négociations : les enfants, les femmes, les peuples autochtones, les communautés les plus exposées et les pays du Sud. Ceux qui sont le moins responsable de ce chaos en supporteront injustement les terribles conséquences, mais ce sont eux qui peuvent apporter la clé des solutions climatiques.

Nous vous demandons, dans la mesure du possible, de travailler avec les 'plateformes protestation' de la Coalition COP26 ('protest hubs') dans le but d'élaborer un réseau durable afin de poursuivre la lutte pour la justice environnementale et sociale après la COP26.

Nous demandons à tout le monde de se réunir pour la Journée Mondiale d'Action de la Coalition COP26 le samedi 6 novembre afin de montrer que l'ensemble du mouvement environnemental est uni et marche au son d'un message unique de justice climatique.

Où que vous soyez dans le monde, il est maintenant temps de rejoindre la rébellion au son de deux messages :

- **l'échec et l'injustice du processus COP**
- **exiger que les gouvernements assument leurs responsabilités et enfin les interpeller : 'faites bouger les choses'.**

COP26 : échec, négligence et injustice

La COP26 est le prochain chapitre d'une histoire de promesses non tenues, de cupidité téméraire et d'échec incroyable qui remonte à la COP1. 25 réunions n'ont pas réussi à nous empêcher d'aller vers la catastrophe alors que les émissions continuent d'augmenter.

Les effets dévastateurs du changement climatique et la nécessité de décarboniser sont connus depuis des décennies, mais les gouvernements et leurs partenaires commerciaux n'ont pas agi. Nous sommes maintenant confrontés à un changement climatique catastrophique marqué par la désertification, les inondations, les mauvaises récoltes et des catastrophes naturelles de plus en plus extrêmes. Médecins et assistant.es social.es seraient immédiatement radié.es s'ils manquaient à leur devoir de diligence autant que les gouvernements l'ont fait pour leurs citoyen.nes.

Nos politicien.nes sont fatalement compromis. Malgré leurs revendications de leadership climatique, il s'avère que la plupart des pays n'ont pas mis en œuvre des politiques compatibles avec l'objectif de 1,5 degré. Certains des pires pollueurs n'ont présenté aucun plan de réduction des émissions avant la COP26, notamment la Chine, l'Inde et le Brésil. Les pays les plus riches ont dépensé 40 milliards de dollars de plus en combustibles fossiles qu'en énergie propre depuis la pandémie.

C'est le contraire de « reconstruire en mieux ». Il s'agit d'un fiasco immoral et cupide qui nous tue.

Les gouvernements vendent également des solutions de poudre de perlimpinpin. Le zéro net d'ici 2050 est une arnaque. C'est l'irresponsabilité climatique dopée aux stéroïdes, un pari aveugle et un écran qui dissimule l'inaction mortelle. Il est utilisé par des gouvernements et des entreprises polluants pour se soustraire à leurs responsabilités, faire porter le fardeau par d'autres, déguiser l'inaction climatique et, dans certains cas, même pour augmenter l'extraction et les émissions de combustibles fossiles. On se rend compte à quel point c'est une idée terrible quand on sait qu'elle est soutenue par les dirigeants d'entreprises de combustibles fossiles et par Rupert Murdoch.

Le zéro net d'ici 2050 repose sur des plantations d'arbres et des technologies non éprouvées et irréalistes qui seraient capables d'aspirer le dioxyde de carbone (CO₂) de l'air à l'avenir. La seule option sûre et juste serait de réduire les émissions à la source. La plupart des réserves de combustibles fossiles doivent rester dans le sol pour avoir une chance de maintenir le réchauffement mondial en dessous de 1,5°C. En mai, un rapport de l'AIE a conclu que si le monde devait atteindre un niveau de zéro émission nette d'ici 2050 cela impliquait qu'il n'y ait aucune nouvelle exploitation de pétrole, de gaz ou de charbon.

Malgré les promesses répétées de mettre fin aux subventions en faveur des combustibles fossiles d'ici 2025, les pays du G7 continuent de subventionner les combustibles fossiles à hauteur de 100 milliards de dollars par an. Ils utilisent notre argent « pour stimuler les ouragans, étendre les sécheresses, faire fondre les glaciers, blanchir les coraux. En un mot : détruire le monde. (António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies). »

Si la COP26 ne se traduit pas par un arrêt immédiat des nouveaux investissements dans les combustibles fossiles, soutenir une transition juste, elle aura échoué. Ce n'est même pas le strict minimum - ce n'est qu'un premier pas vers l'échec.

La relation privilégiée entre les politiciens et les entreprises de combustibles fossiles a été bien documentée au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie. Les entreprises de combustibles fossiles ont passé des décennies à faire pression avec succès sur les

gouvernements pour retarder l'action climatique, à faire des dons à des partis ayant des orientations politiques moins progressistes sur le climat et à récompenser les politiciens qui s'opposent à la législation environnementale.

A l'occasion de la COP26, le gouvernement britannique a reçu de l'argent de la société SSE pour parrainer la COP26 alors même que celle-ci gère la centrale électrique la plus polluante d'Écosse.

Les émissions de dioxyde de carbone devraient bondir cette année représentant ainsi la deuxième augmentation annuelle la plus importante de l'histoire, alors que les économies mondiales versent des fonds de relance aux exploitants des combustibles fossiles dans le cadre de la reprise qui suit la récession liée au Covid-19.

Il existe une injustice climatique mondiale stupéfiante qui veut que de nombreux pays qui sont les moins responsables du changement climatique seront confrontés aux pires impacts. Les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de plus de 50 % des émissions actuelles, tandis que les 50 % les plus pauvres ne sont responsables que de 7 % des émissions. La majorité des pays à revenu élevé ont déjà largement dépassé leur juste part du budget carbone dans l'optique des 2 degrés. Leurs objectifs 2050 ne font qu'ancrer la cupidité pour encore 30 ans, en s'octroyant toutes les parts de consommation tout en s'attendant à ce que les pays moins développés veulent bien jouer le jeu.

Si la COP26 ne s'attaque pas aux inégalités entre ceux qui sont à l'origine de cette crise et ceux qui en souffrent, elle aura échoué. Si la COP26 ne tient pas les promesses et les engagements déjà pris et rompus, elle aura échoué.

Arrêtez de nous tuer

- Les groupes XR Global South adressent aux gouvernements la demande « arrêtez de nous tuer ! » car ils souffrent des conséquences catastrophiques du changement climatique.
- Les gouvernements ont gravement négligé leur devoir de diligence envers nous tous, mais particulièrement envers les peuples des pays du Sud.

Compensation climatique équitable

- Une minorité riche de pays et d'entreprises du monde est la principale cause du changement climatique. Ils ont des dettes à payer.
- Les pays riches qui ont consommé la majorité du budget carbone mondial doivent être ceux qui se décarbonisent rapidement dans le cadre de tout accord climatique juste et équitable.
- Les pays les plus riches responsables de la crise sont redevable d'un financement climatique équitable aux pays en développement.
- En vertu de l'Accord de Paris, les pays développés devaient fournir 100 milliards de dollars par an pour la période 2020-2025 afin d'aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique et soutenir la croissance des économies vertes. Cela n'a pas été entièrement payé et cette somme n'est pas suffisante.
- Les pertes et dommages sont des compensations par les pays les plus riches pour les impacts du changement climatique qui ne peuvent être ni évités ni adaptés, par exemple dans le cas des îles et des communautés qui disparaissent sous la montée des mers.

Thèmes d'actions / idées

- Combustible fossile et transition juste
- Nature et biodiversité
- Sécurité alimentaire et agriculture
- Océan et eau
- Pertes et dommages / Financement climatique
- Voix et communautés marginalisées
- Réfugiés et déplacements climatiques
- Armes, sécurité et conflits

Processus équitable, solutions équitables (titre provisoire)

Les solutions sont connues depuis des décennies. La COP26 doit faire la différence. Pourquoi? Parce que chaque 0,1 degré économisé et chaque once de justice gagnée pour ceux qui sont en première ligne du climat est une victoire qui sauvera des vies et réduira la souffrance. Nos connaissances, notre ingéniosité, notre technologie et notre coopération peuvent transformer les sociétés et les économies. Nous pouvons assurer un avenir durable à tous, en ne laissant personne pour compte.

Messages secondaires : Reconfigurer le système, honorer les dettes environnementales, agir sur la science, rendre les choses justes

Des rapports tels que Making Peace With Nature du PNUE et Dasgupta Review estiment que nous pouvons prévenir et inverser les pires impacts du déclin environnemental en transformant rapidement les systèmes clés. Les peuples autochtones et les communautés militantes sont prêts à partager leur expérience et leurs connaissances. Experts, scientifiques et décideurs politiques sont prêts à proposer des solutions qui doivent être mobilisées à tous les niveaux de nos sociétés.

- Mettre fin aux subventions aux combustibles fossiles - seulement 10 à 30 % des subventions aux combustibles fossiles financeraient une transition mondiale vers une énergie propre.
- Arrêtez de financer les combustibles fossiles. Les banques mondiales ont injecté 2,7 billions de dollars dans les combustibles fossiles depuis l'Accord de Paris.
- Arrêtez de financer la destruction des écosystèmes - les grandes banques ont investi 2 600 milliards de dollars dans des activités liées à la perte de biodiversité mondiale en 2019.
- Veiller à ce que les entreprises multinationales respectent les mêmes normes sociales et environnementales que dans les pays plus riches.
- Amplifier les voix, les connaissances et les solutions des peuples et communautés autochtones.
- Adopter des propositions de loi politiques tels que le projet de loi britannique sur les urgences climatiques et écologiques.
- Faire de l'écocide un crime international.
- Mettre en œuvre des rapports tels que le rapport final sur L'économie de la biodiversité (revue Dasgupta.)

Thèmes d'actions / idées

- Assemblée des citoyens (Assemblée populaire de la Coalition COP26)
- De vraies solutions basées sur la nature
- Arrêtez la guerre contre la faune
- Droits et participation des femmes
- Pertes et dommages / Financement climatique
- Extension de la table rose
- Post-COP26 : résistance renouvelée

Pourquoi ces thèmes

XR COP a écouté et tiré les leçons de ce qui était rapporté par les voix du monde entier pour élaborer ces thèmes. C'est ce qui compte pour les groupes écossais et internationaux.

À la COP26, nous accusons nos dirigeants de négligence grave dans leur devoir de diligence envers nous.

Ils ont permis aux combustibles fossiles de conduire notre planète à des températures dangereuses. Ils ont permis la destruction de la nature à des niveaux périlleux.

Ils ont laissé se créer des inégalités énormes : les plus responsables profitent le plus tandis que ceux qui sont le moins responsable de la situation font face aux pertes et aux dommages irréversibles. Pourtant, les responsables du chaos climatique et environnemental refusent de payer équitablement pour quelque perte ou dommage que ce soit, et investissent d'avantage d'argent dans les combustibles fossiles et dans la guerre que dans la finance climatique.

Ils ont donné la possibilité au chaos climatique d'apporter l'insécurité alimentaire à des millions de personnes.

Ils ont laissé nos systèmes d'eau être déstabilisés, permettant à l'industrie de détruire les océans, et à l'eau douce de devenir rare et polluée pour plusieurs millions de personnes.

Ils ont permis la perte de personnes et de communautés entières à cause de cette destruction du climat et de la nature, ainsi que le meurtre de défenseurs de la terre.

Ils ont permis que des millions de personnes soient déplacées par le chaos climatique et la destruction de la nature. Les réfugiés climatiques sont les victimes oubliées.

Ils ont permis que les dépenses en armement dépassent les dépenses en solutions et ont créé un monde brutal où beaucoup sont confrontés à des conflits pour des ressources ravagées.

Les mêmes erreurs se reproduisent alors que la lutte contre le changement climatique accroît la demande de nouveaux matériaux tels que le lithium. L'extractivisme vert adopte les mêmes méthodes d'exploitation et de pollution que l'extraction des combustibles fossiles. Une fois encore, le Sud doit payer pour les demandes du Nord.

Pendant plus de 25 ans, ils se sont rencontrés, mais l'échec et la cupidité l'ont emporté sur le bon sens et l'équité. Ils ont tellement échoué que nous sommes aujourd'hui en péril.

Ils ont marginalisé les femmes, les populations autochtones et les peuples du Sud, au point que des communautés entières et des modes de vie sont en train de disparaître. C'est plus qu'un échec, c'est de l'indifférence et de la cruauté.

En outre, ils ont manifestement échoué par le biais de promesses non tenues, d'une comptabilité carbone injuste et de fausses solutions pour construire l'illusion d'un progrès vers le net zéro et des objectifs sans plan d'action approprié pour les atteindre.

Nous sommes unis sur ce point. La plus grande enquête jamais réalisée révèle que deux tiers des personnes dans le monde pensent que le changement climatique est une urgence mondiale et que nos dirigeants doivent agir maintenant. 74% des personnes dans les pays du G20 veulent que la crise climatique et la protection de la nature soient prioritaires par rapport aux emplois et au profit.

Thèmes et idées de la rébellion de la COP26

Combustibles fossiles et transition juste

- Arrêter immédiatement tout nouvel investissement dans les combustibles fossiles
- Mettre fin à l'extraction des combustibles fossiles conformément au Traité de non-prolifération des combustibles fossiles.
- Accélérer une transition juste pour chaque travailleur, communauté et pays vers les énergies renouvelables.

Les entreprises de combustibles fossiles, leurs investisseurs et les politiciens qui les soutiennent sont les ennemis du progrès : ils détruisent notre avenir.

S'inspirant de l'industrie du tabac, les entreprises de combustibles fossiles et d'autres grands pollueurs ont semé le doute sur le changement climatique et retardé l'action pendant des décennies. Ils ont dépensé des millions pour financer des publicités mensongères, faire du lobbying et acheter de l'influence politique. Ils essaient maintenant de nous convaincre qu'ils font partie de la solution. On ne peut pas leur faire confiance. En coulisses, ils continuent de freiner le progrès : les lobbyistes des combustibles fossiles ont réussi bien mieux que les autres secteurs à obtenir des avantages dans le cadre des plans de relance en cas de pandémie, gâchant ainsi une occasion unique de remettre nos économies sur les rails d'une relance verte.

António Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, a alerté que nous étions en "code rouge pour l'humanité". Les sonnettes d'alarme sont assourdissantes et les preuves sont irréfutables : les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion de combustibles fossiles et de la déforestation étouffent notre planète et mettent des milliards de personnes en danger immédiat."

L'Agence Internationale de l'Energie a déclaré en mai 2021 qu'il ne devait y avoir aucune nouvelle exploitation de pétrole, de gaz ou de charbon pour que le monde atteigne le net zéro d'ici 2050. Pourtant, le Royaume-Uni autorise l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord, la Chine construit des centrales électriques au charbon et les compagnies pétrolières continuent d'investir dans de nouvelles productions.

Malgré les promesses répétées de mettre fin aux subventions des combustibles fossiles d'ici 2025, les gouvernements des sept plus grandes économies avancées du monde continuent de fournir au moins 100 milliards de dollars chaque année pour soutenir la production et la consommation de pétrole, de gaz et de charbon. Selon l'Institut International du Développement Durable, ces sources d'énergie bénéficient d'un soutien de plus de 370 milliards de dollars par an, contre 100 milliards de dollars pour les sources d'énergies renouvelables.

En outre, les gouvernements ne tiennent pas compte des leçons de la crise financière de 2008 et ne reconstruisent pas mieux de façon verte et durable. La reprise verte après la pandémie de coronavirus n'atteint même pas les niveaux de dépenses vertes observés lors des mesures de relance qui ont suivi la crise financière de 2008. Selon un rapport de Vivid Economics, seuls 12% environ des dépenses liées aux plans de sauvetage économique sont consacrés à des projets à faible intensité de carbone, tels que les énergies renouvelables et les technologies propres.

Cinq pays asiatiques représentent 80% des nouveaux investissements dans les centrales au charbon : La Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et le Vietnam prévoient de construire plus de 600 unités de production d'électricité au charbon (Carbon Tracker, juin 2021).

Une transition juste

Les travailleurs de l'industrie des combustibles fossiles ont des familles à charge et des factures à payer, mais ils sont prêts à passer aux énergies renouvelables s'ils bénéficient de programmes de formation appropriés.

Les gouvernements doivent également investir dans la création d'emplois verts qualifiés, bien rémunérés et à long terme, payés par le détournement des subventions accordées à l'industrie pétrolière et gazière. En 2019, une analyse de l'Organisation Internationale du Travail a indiqué que 24 millions nouveaux emplois pourraient être créés dans le monde d'ici à 2030.

Sécurité alimentaire et agriculture

Selon de nouvelles recherches, le changement climatique menacera jusqu'à un tiers des zones de production alimentaire dans le monde si les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter au rythme actuel.

Les pays qui sont les moins responsables du changement climatique sont ceux qui souffrent le plus de ses effets, notamment en ce qui concerne l'insécurité alimentaire et les carences nutritionnelles.

L'insécurité alimentaire se fait particulièrement ressentir dans les pays du Sud, où les populations dépendent de l'agriculture à petite échelle et sont plus vulnérables aux sécheresses, aux inondations et aux conditions météorologiques extrêmes.

Un grand nombre des principales zones de production alimentaire du monde verra les températures augmenter et le régime des précipitations se modifier radicalement si les températures augmentent d'environ 3,7 °C, soit l'augmentation prévue si les émissions restent élevées. Les régions du sud et du sud-est de l'Asie et la zone soudano-sahélienne de l'Afrique sont particulièrement vulnérables. À court terme, la réduction de la productivité agricole liée au stress dû à la chaleur et à la sécheresse ainsi qu'à la modification des précipitations constitue une menace actuelle et croissante à court terme.

Réfugiés et déplacements climatiques

De plus en plus de personnes dans le monde perdent et perdront leurs maisons et leurs moyens de subsistance en raison des risques liés au climat et à la dégradation de l'environnement. Ils sont contraints de tout abandonner derrière eux en quête de sécurité et de dignité.

Aujourd'hui, 1% de la planète est une zone chaude à peine vivable. D'ici 2070, 19% de la planète devrait se transformer en une zone chaude à peine vivable, rendant l'agriculture impossible et le simple fait de sortir dehors mortel dans certaines régions d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est et d'Australie. Aujourd'hui déjà, les sécheresses et les mauvaises récoltes récurrentes laissent aux populations le choix entre la fuite et la mort dans toute l'Afrique, alimentant souvent des conflits régionaux dans des endroits comme la Somalie, le bassin du lac Tchad et le Sahel. De plus en plus de Bangladais des zones côtières deviennent des réfugiés climatiques, car le Bangladesh perd chaque année une superficie équivalente à celle de Manhattan.

En 2019, les risques liés aux conditions météorologiques ont déclenché quelque 24,9 millions de déplacements dans 140 pays du monde. Le groupe de réflexion australien IEP prévoit qu'au moins 1,2 milliard de personnes pourraient être déplacées par des événements liés au climat d'ici 2050. Les déplacements liés au climat sont également en augmentation dans le monde et la majorité des personnes contraintes de quitter leur foyer sont des femmes.

Les nations riches sont également touchées par ce phénomène. Du Pays de Galles à la Louisiane, des personnes sont déjà déplacées par la crise climatique.

Les réfugiés climatiques sont les victimes oubliées du changement climatique. Les gouvernements qui ont provoqué la crise sont les mêmes qui créent des barricades fortifiées pour empêcher les migrants de se mettre en sécurité. Si les migrants parviennent quand même à se mettre en sécurité, ils sont confrontés à des environnements hostiles et sont logés dans des centres de détention inhumains.

Il est urgent de clarifier la définition des réfugiés climatiques - ceux qui quittent leur pays dans le contexte du changement climatique ou des catastrophes ne peuvent bénéficier de la protection du droit international.

Pertes et dommages / Financement du climat

Notre système économique est fondé sur l'exploitation colonialiste des ressources naturelles, motivée par la poursuite incessante d'une croissance infinie, nécessitant des profits toujours plus importants et une augmentation de la consommation, des inégalités, de l'extraction des ressources et de la perte de biodiversité.

Une minorité riche de pays et d'entreprises du monde est la principale cause du changement climatique. Il existe une injustice climatique mondiale ahurissante, dans laquelle bon nombre des pays qui ont le moins contribué au changement climatique seront confrontés aux pires impacts. Les 10% les plus riches de la population mondiale sont responsables de plus de 50% des émissions actuelles, alors que les 50% les plus pauvres ne sont responsables que de 7% des émissions.

Le Sud ne peut être sacrifié afin de subir les frais des modes de vie opulents et intensifs en carbone du Nord. Aujourd'hui, plus que jamais, les dirigeants du monde doivent faire preuve de solidarité et de soutien en prenant des mesures concrètes. Les pays à haut revenu doivent réduire davantage et plus rapidement leurs émissions, conformément à leur responsabilité historique, et tenir leurs engagements en matière de soutien financier aux pays à faible revenu.

Dette climatique et justice climatique

La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) stipule que tous les pays doivent contribuer à l'action climatique en fonction de leur responsabilité historique et de leur capacité actuelle.

Les pays riches ont un niveau d'émissions disproportionnellement plus élevé aujourd'hui, mais ils ont aussi la plus grande responsabilité historique. Le dioxyde de carbone s'accumule dans l'atmosphère, donc les émissions passées d'un pays comptent autant que ses émissions actuelles.

Les pays industrialisés sont également devenus riches et puissants, en partie grâce au pillage systématique des pays du Sud. Les pays qui ont le plus épuisé le budget carbone collectif ont une plus grande responsabilité dans la décarbonisation plus rapide. Si l'on tient compte de l'équité (pour garantir une répartition équitable de la totalité des émissions mondiales de carbone) et que l'on ne s'appuie pas sur les technologies à émissions négatives, le minimum absolu que des pays riches comme le Royaume-Uni ou la Suède doivent faire pour respecter l'accord de Paris est de parvenir à des émissions nulles d'ici 2035-2040. Cela nécessiterait des réductions de plus de 10% par an et, surtout, bien avant l'objectif de 2050 que le Royaume-Uni a récemment signé. Et même cela ne nous donnera qu'une chance sur trois de rester en dessous de 1,5°C.

Si nous voulons également viser un objectif plus ambitieux de 2 chances sur 3 de rester sous la barre des 1,5°C de réchauffement, le Royaume-Uni et les autres pays à revenu élevé devraient viser des émissions nettes nulles vers 2025, conformément à la Deuxième Demande d'Extinction Rebellion.

Les pays les plus riches doivent fournir un soutien financier et technologique afin que les pays en développement puissent réduire leurs émissions tout en améliorant leurs conditions de vie. Il est injuste d'enfermer les pays les plus pauvres dans la pauvreté pour mettre fin à une crise causée par le mode de vie à forte intensité de carbone des pays les plus riches.

Les pays riches ont une "**dette d'adaptation**" envers les pays en développement lorsque les effets du changement climatique ne peuvent être évités. L'Accord de Paris stipulait que les pays développés fourniraient 100 milliards de dollars par an pendant la période 2020-2025 pour aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique et à soutenir la croissance des économies vertes. Cette contribution ne s'est pas encore totalement concrétisée et est, en tout état de cause, loin d'être suffisante.

Pertes et dommages

Les pertes et dommages sont une compensation pour les impacts du changement climatique qui ne peuvent être ni empêchés ni adaptés, par exemple dans le cas d'îles et de

communautés qui disparaissent sous la montée des eaux ou de lacs d'eau douce qui s'assèchent. Ceux qui ont causé le désordre, et qui auraient pu l'éviter, doivent payer pour les pertes et dommages.

Le concept fondamental de réparation des pertes et dommages est inclus dans l'Accord de Paris, mais il est annulé au paragraphe 51, où les pays riches déclarent qu'ils n'ont aucune responsabilité et ne doivent pas payer de compensation. Réparer cette injustice est un facteur essentiel pour débloquer les négociations lors de la COP26.

Océans et ressources en eau

Océans

Il est ironique qu'il soit prévu que les sites où auront lieu la COP26 seront inondés d'ici 2050 en raison de l'élévation du niveau de la mer et des tempêtes à venir.

Le consensus scientifique conservateur est qu'une augmentation de 1,5 °C de la température mondiale entraînera une élévation globale du niveau de la mer comprise entre 1,7 et 3,2 pieds d'ici 2100. Même si nous parvenons collectivement à empêcher les températures mondiales de monter à 2 °C, d'ici 2050 au moins 570 villes et quelque 800 millions de personnes seront exposées à la montée des eaux et aux inondations à cause de tempêtes.

Si les récents incendies de forêt ont montré l'horreur des effets du changement climatique, la montée des mers est une menace existentielle bien plus grande. Les cultures, les identités, les traditions et les modes de vie sont menacés. Des communautés entières sont confrontées à des choix difficiles et à un avenir inconnu. Les nations seront confrontées à des coûts massifs pour mettre en œuvre une résilience climatique et se protéger

Des nations insulaires entières telles que Tuvulu et les îles Marshall pourraient disparaître sous la montée des eaux, séparant à jamais ces insulaires de leurs terres ancestrales qui ont vu naître leurs familles et leurs clans.

Jakarta en Indonésie est une mégapole en train de couler. Fairbourne, dans le nord du Pays de Galles, est prise entre la mer et les montagnes. C'est la première communauté britannique à être déclassée en raison du changement climatique. Le niveau de la mer en Afrique de l'Ouest devrait augmenter plus rapidement que la moyenne mondiale. La mégapole nigériane de Lagos est également menacée d'inondation.

L'ère des migrations climatiques a déjà commencé aux États-Unis et pourrait être si importante qu'elle dépasserait tous les phénomènes connus dans l'histoire des États-Unis, y compris celle de la Grande Migration du 20^e siècle. D'ici la fin de ce siècle, l'élévation du niveau de la mer à elle seule pourrait déplacer 13 millions de personnes.

L'eau

La crise climatique rend encore plus difficile l'accès à l'eau potable pour les personnes les plus pauvres du monde. Des inondations plus fréquentes et plus extrêmes polluent les sources d'eau fragiles alors que des sécheresses plus longues assèchent les sources.

Le World Resources Institute (WRI) a mis à jour son Atlas mondial des risques liés à l'eau, révélant que 17 pays, qui abritent un quart de la population mondiale, seront confrontés à un stress hydrique «extrêmement élevé» d'ici 20 ans.

700 millions de personnes dans le monde pourraient être déplacées par une pénurie d'eau intense d'ici 2030. (Global Water Institute, 2013)

Le « Day Zero » – le jour où les robinets sont à sec – a déjà menacé les grandes villes du Cap à São Paulo et de Chennai (Inde).

D'ici 2050, le nombre de personnes menacées par les inondations passera de son niveau actuel de 1,2 milliard à 1,6 milliard. En 2010, 1,9 milliard de personnes, soit 27 % de la population mondiale, vivaient dans des zones potentiellement en pénurie d'eau. En 2050, ce nombre passera de 2,7 à 3,2 milliards de personnes. (Nations Unies, 2020)

« Le stress hydrique est la plus grande crise dont personne ne parle. Ses conséquences sont bien visibles sous la forme d'insécurité alimentaire, de conflits et de migrations, et d'instabilité financière. » a déclaré le Dr Andrew Steer, président et chef de la direction du World Resources Institute.

21 millions de personnes, dont 5 millions d'enfants, vivent à moins de 5 km de lacs à forte turbidité ce qui peut indiquer une pollution de l'eau. (ONU-Eau 2021)

Armes, sécurité et conflits

L'armée, qui est un énorme pollueur, est souvent aussi déployée pour protéger les industries extractives qui déstabilisent notre climat. Ce chaos climatique, à son tour, entraîne des déplacements massifs, des frontières militarisées et la perspective de nouveaux conflits.

Financer avec des trilliards une armée pour mener des guerres sans fin et projeter une domination militaire nous a empêchés d'investir dans de véritables solutions de sécurité, de coopération et de lutte contre le changement climatique.

L'industrie des énergies fossiles s'appuie sur la militarisation pour maintenir ses liens dans le monde entier. Le pétrole est la principale cause de guerre : on estime qu'un quart à la moitié de toutes les guerres interétatiques depuis 1973 ont été liées au pétrole. Et partout dans le monde, ceux qui se battent pour protéger leurs terres des industries extractives sont souvent confrontés à la violence étatique et paramilitaire.

Le chaos climatique augmentera le risque de conflit, d'instabilité sociale et de lutte pour les ressources. Le chaos climatique crée des conflits tandis que les entreprises d'armement et leurs actionnaires en profitent.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint près de 2 000 milliards de dollars en 2020 (Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Pourtant, le monde a dépensé moins, 501,3 milliards de dollars en 2020, pour les énergies renouvelables, les véhicules électriques et les autres technologies visant à réduire la dépendance du système énergétique mondial aux combustibles fossiles .

Le résultat de ce gaspillage colossal de dépenses ? Si l'armée américaine était un pays, sa consommation de carburant en ferait à elle seule le 47e plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde.

Le secteur militaro-industriel britannique émet chaque année plus de gaz à effet de serre que 60 pays, comme l'Ouganda, qui compte 45 millions d'habitants.

Les pays les plus pauvres souffrent d'une énorme injustice en matière de climat et de conflit. Alors que les entreprises d'armement occidentales bénéficient de l'augmentation des conflits, les recherches montrent que les pays touchés par les conflits sont touchés de manière disproportionnée par le changement climatique en raison de leur capacité limitée à faire face et à s'adapter (2020, le CICR a publié Quand La pluie se transforme en poussière.) Sur les 20 pays jugés les plus vulnérables au changement climatique, 12 sont en proie à des conflits

Voix et communautés marginalisées

Les femmes, les peuples autochtones et les personnes de couleur (BIPOC) subissent de manière disproportionnée les impacts du changement climatique.

Peuples et nations perdus

Un réchauffement global supérieur à 1,5°C sera catastrophique pour les nations insulaires du Pacifique et pourrait entraîner la perte de nations entières. Un nouveau rapport de Greenpeace Australia Pacific a mis en évidence la grave injustice climatique à laquelle est confrontée la région du Pacifique, qui est l'une des régions les moins émettrices de carbone au monde. Elle n'est responsable que de 0,23 % des émissions mondiales, mais a déjà subi les impacts les plus graves de la hausse des températures mondiales.

Aujourd'hui, les catastrophes vident des communautés et effacent d'importants sites culturels, historiques et religieux, ne laissant que des souvenirs douloureux et des pertes. Les cultures, les identités, les traditions et les modes de vie sont menacés. Des communautés entières sont confrontées à des choix difficiles et à un avenir inconnu. Les nations sont confrontées à des coûts écrasants pour la mise en œuvre de la résilience climatique et subsistance.

Le peuple autochtone Nenets a vu ses méthodes d'élevage de rennes bousculées par le changement climatique, qui affecte déjà l'extrême nord de la Russie avec la fonte du pergélisol. Pendant des siècles, les habitants des îles Marshall ont pu vivre sur leurs terres ancestrales. Désormais, ils perdront leur histoire et leur sentiment d'appartenance. Des villes emblématiques comme Venise ou La Nouvelle-Orléans sont menacées, tandis que des villes et des maisons sont abandonnées à travers le monde.

Où sont toutes les femmes ?

La crise climatique est (littéralement) causée par l'homme, les femmes en sont affectées de manière disproportionnée, mais les voix des femmes sont limitées à la table des négociations.

Pendant des décennies, les femmes ont été sous-représentées aux réunions de la COP et il y a peu de preuves que les femmes seront correctement représentées dans la plupart des délégations de la COP26. Par exemple, l'équipe de direction initiale de la COP26 au Royaume-Uni était entièrement masculine.

Le changement climatique affectera tout le monde, mais l'inégalité entre les sexes rend les femmes plus susceptibles de subir les effets du changement climatique et les prive des ressources pour y échapper ou y faire face. C'est parce que les femmes sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les hommes, ont moins accès aux droits humains fondamentaux comme la capacité de se déplacer librement et d'acquérir des terres, et sont confrontées à une violence systématique qui s'intensifie pendant les périodes d'instabilité. En fait, l'Accord de Paris comprenait déjà des dispositions spécifiques pour garantir que les femmes auraient un soutien pour faire face aux aléas du changement climatique.

Les entreprises de combustibles fossiles, les banques, les compagnies d'assurance et d'autres institutions financières qui alimentent l'urgence climatique sont dominées par des hommes blancs du Nord global. Les hommes ont une empreinte carbone plus importante que les femmes, de 16%, selon une étude. Les 1 % les plus riches dans le monde, qui sont majoritairement des hommes, sont responsables de plus d'émissions de carbone que les 50 % les plus pauvres. 70% des pauvres dans le monde sont des femmes.

Les femmes dirigent des mouvements d'action climatique, défendent les sources d'énergie propres et construisent des modèles alternatifs de communauté axés sur la durabilité et la coopération. La participation et le leadership des femmes peuvent avoir des effets transformateurs dans leurs pays et leurs communautés.

Les femmes et les femmes de couleur mènent la lutte contre la crise climatique et se battent pour une meilleure représentation aux tables de négociation. Ce n'est pas seulement mal de marginaliser les voix féminines, cela n'a aucun sens. La recherche montre qu'un plus grand nombre de femmes dans les parlements nationaux conduit les pays à adopter de meilleures politiques climatiques. L'égalité des sexes est une solution climatique : des niveaux plus élevés d'inégalités entre les sexes entraînent davantage de déforestation, de pollution de l'air et de perte de ressources.

Indigènes

Le chaos climatique a un impact spécifique sur les peuples autochtones en raison de leurs relations avec la terre, l'océan et les ressources naturelles. Leurs communautés sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, au sectarisme, à la violence et à l'accaparement des terres pour le développement, mais elles contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre.

Les peuples autochtones sont également une solution climatique. Les communautés autochtones soutiennent environ 80 % de la biodiversité de la planète alors qu'elles représentent moins d'un vingtième de la population humaine, selon la Banque mondiale. Ils sont reconnus pour leurs connaissances tandis que la recherche montre que leurs compétences en gestion des terres entraînent moins de déforestation et de dégradation. Pourtant, ces connaissances sont fréquemment ignorées par les gouvernements et les consultants en environnement, car les peuples autochtones font face à des menaces croissantes pour leur mode de vie.

Les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens des écosystèmes critiques pour le climat, mais au Brésil, les invasions et la destruction des terres autochtones et les attaques brutales contre les peuples autochtones continuent d'augmenter. Des entreprises britanniques telles que Tesco sont complices de cette brutalité à travers leurs liens avec l'agro-industrie brésilienne.

« Nous respirons tous cet air, nous buvons tous la même eau. Nous vivons tous sur cette seule planète. Nous devons protéger la Terre. Si nous ne le faisons pas, les grands vents viendront et détruiront la forêt. Alors vous ressentirez la peur que nous ressentons.

Raoni Metuktire, activiste indigène et chef de la communauté Kayapó au Brésil.

Se souvenir des meurtres des défenseurs de la terre

Les défenseurs de la Terre en première ligne de la crise climatique sont assassinés en nombre croissant parce qu'ils dénoncent la corruption et la destruction, le crime d'écocide, que ce système économique inflige à notre planète et à ses habitants. En moyenne, quatre militants ont été tués chaque semaine depuis décembre 2015.

De nouveaux chiffres publiés par Global Witness montrent que 227 personnes ont été tuées en 2020 alors qu'elles tentaient de protéger les forêts, les rivières et d'autres écosystèmes dont dépendaient leurs moyens de subsistance. Pourtant, les gens qui habitent ces lieux ne partagent jamais vraiment les richesses qui y sont produites : l'accaparement des terres et le colonialisme sont toujours aussi forts, même s'ils sont habillés de logos d'entreprise ou cachés avec des comptes bancaires offshore.

Les peuples autochtones sont particulièrement vulnérables, notamment en Amérique latine. 40 % des militants tués dans le monde en 2019 étaient issus de communautés autochtones, alors qu'ils représentent moins de 4 % de la population mondiale.

La plupart des tueurs ne sont jamais traduits en justice par des gouvernements qui considèrent les préoccupations environnementales comme des obstacles à la croissance économique. Les fonctionnaires de ces pays sont souvent alliés à des industries très privées auxquelles les défenseurs des terres s'opposent.

Les défenseurs de la terre tués chaque année ne défendent pas seulement leurs terres ils défendent également notre planète et notre climat.

Biodiversité : en guerre avec la nature

Notre planète et nos peuples subissent les dommages collatéraux d'un système basé sur une consommation sans fin et des modes de vie riches en carbone dont jouissent quelques-uns.

Le résultat? Nous dépensons trop de ressources et la facture arrive avec le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, la souffrance écologique et la souffrance humaine. Notre

planète s'effondre à cause des crises inséparables de la perte de biodiversité et du changement climatique. Le monde fait face à un avenir horrible sur une planète ravagée.

La biodiversité s'effondre. Un million d'espèces sont menacées d'extinction. Les écosystèmes disparaissent sous nos yeux, et pourtant la communauté internationale n'a pleinement atteint aucun des 20 objectifs d'Aichi en matière de biodiversité convenus au Japon en 2010 pour ralentir la perte du monde naturel. C'est la deuxième décennie consécutive au cours de laquelle les gouvernements n'ont pas atteint leurs objectifs.

L'extractivisme oppresse les personnes et la nature dans les pays du Sud. Les industries occidentales continuent de détruire la biodiversité et les habitats naturels dans les pays du Sud avec des projets extractivistes de style néo-colonial. Les gouvernements permettent aux entreprises de ravager la planète, en particulier dans les pays du Sud : les industries extractives sont responsables de la moitié des émissions de carbone dans le monde et de plus de 80 % de la perte de biodiversité, selon le décompte environnemental le plus complet réalisé sur l'exploitation minière et l'agriculture.

Nos économies, nos moyens de subsistance et notre bien-être dépendent de notre bien le plus précieux : la nature. Cela doit cesser. Nous devons vivre dans les limites de la nature et de la planète pour notre propre bien. Si une entreprise s'occupait aussi mal de ses actifs, elle serait déclarée en faillite et fermée. Mais c'est notre belle et merveilleuse maison et il n'y a pas d'autre endroit où aller.

Post COP26 : résistance renouvelée

Après la COP26 nous nous reposerons, nous renouvellerons et puis nous reviendrons. Nous enverrons un message clair que nous n'arrêterons jamais jusqu'à ce qu'ils agissent.

Notre amour pour les peuples et pour notre belle et complexe planète est si fort que nous n'abandonnerons jamais.

Notre rage contre l'inaction nous propulsera dans la rue en 2022.

Nous construisons l'héritage de la COP26. Les groupes XR et les rebelles du monde entier unissent leurs forces avec d'autres mouvements. Ce sera l'héritage de notre rébellion COP26. Après la COP26, XR sera de retour et nous serons encore plus nombreux.

Il est possible qu'un jour, ou nous pensions avoir perdu, nous pourrions regarder en arrière et réaliser que c'est à ce moment-là que nous avons gagné.

Plus d'informations

5 idées d'actions

COP26 : programme de novembre